Pokémon Go, le nouveau jeu favori des spammeurs



Pokémon Go, le nouveau ieu favori des spammeurs

La distribution de malwares à travers Pokémon Go est aujourd'hui supplantée par des campagnes de spam par SMS.

Pokémon Go, le jeu star de l'été qui fait exploser les revenus de son concepteur Niantic et des stores d'applications (il aurait généré plus de 200 millions de dollars en un mois avec 100 millions de téléchargements), est une aubaine pour les pirates. Lesquels n'hésitent pas à profiter de la popularité du jeu de réalité augmentée pour multiplier les tentatives d'arnagues.



Captures du SMS et du site vers lequel renvoie le lien.

AdaptiveMobile, société spécialisée dans la sécurité mobile, relève aujourd'hui une campagne de spam par SMS invitant les destinataires à se rendre sur un faux site baptisé Pokemonpromo.xxx. La campagne semble se concentrer pour l'heure sur les joueurs d'Amérique du Nord. « Il s'agit d'un site de phishing sophistiqué qui imite fidèlement le vrai site Pokémon GO. Il prétend fournir à l'utilisateur des fonctionnalités supplémentaires au jeu s'il référence 10 de ses amis (susceptibles d'être à leur tour spammés) », indique AdaptiveMobile dans un billet de blog daté du 17 août. Le site, signalé pour ses activités de phishing, n'est plus actif aujourd'hui.

Multiplication des campagnes de spam

Mais ce n'est pas le seul dans le genre. Une autre campagne de phishing par SMS propose par exemple 14 500 Pokecoins (la monnaie virtuelle du jeu utilisée pour des achats internes) pour 100 points collectés et pointe vers d'autres sites de spam (dédiés ou non au jeu de Niantic) depuis une URL raccourcie. Citons par exemple Pokemon.vifppoints.xxxx ou Pokemon Generator... Autant de sites qui cherchent à leurrer l'utilisateur en l'invitant à fournir ses identifiants de connexion. Des sites promus par SMS comme depuis les réseaux sociaux et autres forums dédiés à Pokémon Go, précise le fournisseur de solutions de protection pour mobiles.

Autant de campagnes malveillantes qui ne se tariront pas avant que la popularité du jeu ne commence à décliner, estime AdaptiveMobile. D'ici là, les utilisateurs sont invités à redoubler de prudence, surtout s'ils reçoivent un message (SMS ou autre) accompagné d'un lien vers un site web. « Méfiez-vous des messages SMS non sollicités que vous recevez et qui mentionnent l'application », rappelle l'entreprise dans son billet.

Les campagnes de spam ne sont pas les seuls dangers qui guettent les joueurs de Pokémon Go. Mi juillet, les cybercriminels profitaient de l'absence du jeu dans les stores de certains marchés, dont la France, pour distribuer le fichier .APK de la version Android de l'application. Fichier évidemment compromis par le malware DroidJack (ou SandroRAT) qui ouvrait grandes les portes du système infecté aux attaquants. Plus récemment, début août, l'Anssi (Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information) y allait de son grain de sel en alertant sur les risques liés à Pokémon Go. De quoi nous gâcher l'envie de jouer...

Article original de Christophe Lagane



Denis JACOPINI est Expert Informatique assermenté spécialisé en cybercriminalité et en protection des données personnelles.

- Expertises techniques (virus, espions, piratages, fraudes, arnaques Internet...) et judiciaires (investigations téléphones, disques durs, e-mails, contentieux, détournements de clientèle...);
- Expertises de systèmes de vote électronique ;
- Formations et conférences en cybercriminalité ;
- Formation de C.I.L. (Correspondants Informatique et Libertés);
- Accompagnement à la mise en conformité CNIL de votre établissement.



Contactez-nous

Réagissez à cet article

Original de l'article mis en page : Pokémon Go, le nouveau jeu favori des spammeurs

Shadow Brokers, une affaire de Cyberespionnage



Shadow Brokers, une affaire de Cyberespionnage Tour d'horizon des conséquences d'une affaire de cyber-espionnage au retentissement international alors que les fichiers mis en ligne par les mystérieux Shadow Brokers, et probablement

1) Pourquoi un tel intérêt pour les Shadow Brokers ?
Lundi 15 août, un groupe de hackers appelé Shadow Brokers a annoncé avoir piraté des systèmes informatiques utilisés par Equation, une organisation réputée proche de la NSA. A l'appui de ses affirmations, ce groupe jusqu'alors inconnu a posté deux archives sur des sites de partage. La première, en libre accès, renferme 300 Mo de données, où se mêlent des outils et des techniques pour infiltrer des systèmes.... [lire la suite]

2) Le hacking de la NSA est-il établi ?
Bien entendu, ni la célèbre agence américaine ni le groupe de hackers Equation, réputé proche de celle-ci, n'a confirmé que les outils mis en ligne par les Shadow Brokers provenaient bien de leurs serveurs. Mais plusieurs éléments concordants établissent un lien direct entre les fichiers mis en ligne par les Shadow Brokers et le couple NSA/Equation. D'abord, c'est l'éditeur russe Kaspersky qui remarque que plus de 300 fichiers présents dans la première archive utilisent une implémentation des algorithmes de chiffrement RC5 et RC6 identique à celle utilisée par le groupe Equation. « La probabilité que tout ceci (l'archive mise en ligne, NDLR) soit un faux ou ait été conçu par rétro-ingénierie est extrêmement faible », écrivent les chercheurs de Kaspersky dans un billet de blog. [lire la suite]

3) Que dit cette affaire du groupe Equation ?

Le nom de ce groupe, choisi en raison de sa prédilection pour les techniques de chiffrement de haut vol, a été donné début 2015 par Kaspersky à un groupe de hackers, que l'éditeur russe décrivait alors comme le plus techniquement doué qu'il ait jamais identifié. La société parlait alors « d'une menace qui dépasse tout ce qui est connu en termes de complexité et de sophistication des techniques employées, une menace active depuis au moins deux décennies ». Equation exploitait depuis 2008 des failles zero day qui ne seront mises à jour que plus tard, à l'occasion du piratage du nucléaire iranien par Stuxnet. [lire la suite]

4) Que renferme l'archive des Shadow Brokers ?



Plusieurs chercheurs en sécurité se sont délà penchés sur le cyber-arsenal mis à disposition par les Shadow Brokers (lire notamment l'analyse de Mustafa Al-Bassam ou la synthèse réalisée par Softpedia). On y trouve des exploits, autrement dit des codes d'exploitation permettant de prendre le contrôle ou d'explonner des pare-feu ou passerelles VPN fournis par de grands constructeurs comme Cisco, Juniper ou Fortinet. Des constructeurs qui ont déjà reconnu que les outils mis en ligne menaçaient bien certains de leurs matériels. Mais, dans tous les cas, il s'agit de générations anciennes de machines. Les appliances Cisco Pix, ciblées par plusieurs outils, ne sont par exemple plus supportées par le constructeur depuis 2009. [lire la suite]

5) L'archive a-t-elle livrée tous ses secrets ?

Et il y a aussi les outils dont la vocation ne se limite pas à cibler une gamme de machines en particulier. The Intercept explique ainsi que des éléments d'une architecture exploitée par la NSA pour mettre en place des attaques de type Man-in-the-Middle, autorisant l'interception de requêtes Web, figurent dans l'archive des Shadow Brokers.Sans risque de se tromper, la réponse est non. « Comme il y a 300 Mo de code, de documentations, de binaires, personne n'a publié d'analyse complète », remarquent Hervé Schauer et Christophe Renard.[lire la suite]

6) Quels sont les risques pour les entreprises ?
Voir de tels outils mis à la disposition de cybercriminels est évidemment inquiétant. « On est ici face à des outils d'attaque de haut niveau, mis librement à disposition sur le Web, explique Gérôme Billois. Les entreprises doivent donc être très attentives, effectuer l'inventaire des matériels exposés sur leur parc et apporter les modifications nécessaires pour protéger leurs infrastructures. Heureusement, les exploits mis au jour sont assez anciens et ciblent donc du matériel âgé. Mais certaines machines peuvent toujours être en exploitation. » Au fur et à mesure que les codes de l'archive des Shadow Brokers seront décortiqués, des correctifs et des indicateurs de compromission vont être publiés. Ce qui permettra aux RSSI de contrer la menace. C'est donc plutôt une course de fond qui s'enqage. [lire la suite]

7) Qui a fait le coup ?

La liste des suspects s'est très vite limitée à quelques noms. Très rapidement, Nicolas Weaver, de l'université de Berkeley, pointe la Chine, soupçonnée de nombreux actes de cyberespionnage contre les intérêts américains, et la Russie. Une seconde hypothèse que défend lui aussi Edward Snowden, précisément réfugié en Russie après avoir été à l'origine de la plus
importante fuite de données de l'histoire de la NSA. [lire la suite]

8) Un second lanceur d'alertes à la NSA ?



Car une autre hypothèse a également de nombreux partisans : celle de l'implication d'un 'insider', un nouveau lanceur d'alerte à la NSA. Plusieurs éléments viennent étayer cette hypothèse. Primo, l'archive en question renferme différentes versions d'un même outil, des manuels d'utilisation ou des fichiers à vocation interne. Ce qui cadre mal avec l'hypothèse d'un serveur d'attaque, ou d'un serveur de pré-production, qui aurait été compromis par un assaillant externe. [lire la suite]

9) Quelles sont les conséquences possibles ?
D'ores et déjà, la fuite a dû déclencher un branle-bas de combat au sein de la NSA, qui doit chercher l'origine de cette encombrante archive et, surtout, comment mettre fin aux révélations successives sur ses activités offensives. L'agence devra également s'assurer qu'elle n'exploite plus les codes révélés au public pour ses opérations actuelles. Car, très rapidement, les outils de sécurité seront en mesure de détecter les signatures des outils révélés par les Shadow Brokers.[lire la suite]

10) Qu'en pense Bernard Cazeneuve ?



Passée la boutade, le ministre de l'Intérieur français, qui entend prendre la tête d'une initiative internationale permettant d'encadrer le chiffrement, a devant les yeux une autre illustration des limites que pointent de nombreux spécialistes, y compris le Conseil national du numérique (CNNum). Après l'affaire Juniper (le constructeur avait employé un algorithme de chiffrement affaibli par la NSA, qui avait été détourné par un acteur inconnu), les révélations des Shadow Brokers illustrent une fois encore le caractère spécifique des armes cyber.[lire la suite]

Article original de Revnald Fléchaux



Denis JACOPINI est Expert Informatique asse spécialisé en cybercriminalité et en protecti données personnelles.

- Formation de C.I.L. (Correspondants Informatique t Libertés);



Contactez-nous

Original de l'article mis en page : Cyberespionnage : 10 questions pour comprendre l'affaire Shadow Brokers

Votre vie privée numérique en danger sur Leakedsource



Depuis quelques semaines, le site leakedsource engrange des centaines de millions de données volées par des pirates informatiques. Un business juteux qui met en danger des millions d'internautes.

LeakedSource, nouvelle source d'informations pour pirates informatiques ? Souvenez-vous, on vous parlait en juillet, de données volées appartenant à un ancien garde du corps de Vladimir Poutine, le Président Russe, ou encore de Nicolas Sarkozy, ancien Président de la République Française. Son identité, ses données privées, des courriels… Un piratage qui semblait être particulièrement compliqué à orchestrer tant les sources d'informations concernant ce body guard étaient variés. Après enquête, j'ai découvert que si le résultat pouvait être particulièrement préjudiciable pour la cible, la mise en place et l'exécution de cette attaque était aussi simple que « 1 + 1 font 2« .

Leakedsource, source quasi inépuisable de malveillances

Pour ce garde du corps, mais aussi pour de nombreuses personnalités, le risque est énorme. Tout débute par le piratage de centaines de bases de données de part le monde. Myspace, Adobe, Linkedin, Twitch , Xat , Badoo... ne sont que des exemples parmi d'autres. Je gère, avec le protocole d'alerte ZATAZ, des dizaines de fuites de données par mois concernant des PME et entreprises Françaises. Imaginez donc ce que brassent des sites comme leaked source.

Leakedsource.com, un espace web tenu par des Russes, a pour mission de regrouper les informations volées par des pirates et de permettre de consulter les informations en question. Les administrateurs du portail expliquent que leur service est fait pour s'assurer que les données volées ne vous concernent pas. Sauf que, des données, il y en a des centaines de millions, et vous pourriez bien vous y retrouver, comme Mark Zuckerberg, cofondateur et directeur général de Facebook, piraté en juin 2016 parce que son mot de passe « DaDaDa » était accessible dans une base de données piratées et stockées chez Leakedsource.

Vous ne risquez rien ? Vraiment ?

Cela n'arrive qu'aux autres ? Allez donc regarder du côté de vos données. C'est d'ailleurs ce qu'aurait dû faire l'auteur des jeux vidéo Garrysmod et de Rust, Garry Newman. J'ai pu avoir une longue conversation avec l'auteur de divertissements vidéo ludique qui ne s'attendaient pas à découvrir sa vie numérique mise en pâture de la sorte. Il faut dire aussi que plusieurs pirates ont contacté la rédaction de ZATAZ.COM pour se vanter d'avoir mis la main sur ses données Paypal, Amazon, gMail de ce créateur de jeux vidéo britannique. Bref, pour 4 dollars (le prix journalier d'un abonnement Leaked source pour accéder aux données) n'importe quel internaute peut se transformer en vulgaire violeur de vie 2.0. Il suffit de rentrer un mail, un pseudonyme ou encore une adresse IP et Leakedsource cherche dans ses bases de données la moindre concordance. Cerise sur le gâteau, quand le mot de passe est hashé, donc illisible à la première lecture, Leaked source propose la version du précieux sésame déchiffré. « Si les personnes [les pirates, NDR) sont malines, elles peuvent faire beaucoup de dégâts avec ce genre d'outil accessible à Monsieur tout le monde » me confirme un utilisateur.

Que faire pour éviter ce type de fuite de données ?

Je vais très rapidement être honnête avec vous, si vous mettez vos données en ligne, dites vous qu'elles ne sont plus en sécurité. Et ce n'est pas notre vénérable CNIL qui pourra vous aider. Avec plusieurs centaines de cas de fuite de données que je traite avec le protocole d'alerte de zataz par an, j'ai déjà pu croiser mes propres informations. Je vous parlais plus haut de Leakedsource, j'ai pu y retrouver mon compte Adobe. Pourtant, le géant du logiciel l'avait juré, il était « secure » [sécurisé. ndr].

Tellement « secure » qu'un de mes mails, et le mot de passe attenant, sont disponible dans ce big data du malveillant. Autant dire que l'adresse mail et le mot de passe en question ont été détruits et ne seront plus utilisés.

Que faire donc ? D'abord, un compte mail par service. Je sais, c'est long est fastidieux. Mais je pense qu'il va être beaucoup plus long et fastidieux pour Garry Newman de revalider l'ensemble de ses comptes « infiltrés », car il utilisait la même adresse électronique pour ses accès Paypal, Amazon…

Ensuite, ne mettez pas le même mot de passe pour l'ensemble de vos services en ligne. On a beau le répéter, cesser de vous croire plus malin que les 010101 qui nous régissent. Mark Zuckerberg et son « DaDaDa » lui ont coûté son Twitter et son Pinterest. Pour Garry, plus grave encore, son compte Amazon et Paypal, avec des données sensibles [adresses postales, données bancaires...] qui ne devraient pas être disponibles à la planètes web. Donc, oui, c'est fastidieux, mais un mot de passe par compte est une obligation.

Pour finir, en ce qui concerne l'IP, n'hésitez plus à utiliser un VPN. L'outil permet de cacher votre véritable adresse de connexion, en plus de chiffrer vos informations transitant sur la toile. Je vous invite à regarder du côté de nos partenaires et amis de chez **NoLimitVPN** ou encore HMA! pour blinder vos connexions PC, Mac et mobiles.

Article original de Damien Bancal



Denis JACOPINI est Expert Informatique assermenté spécialisé en cybercriminalité et en protection des données personnelles.

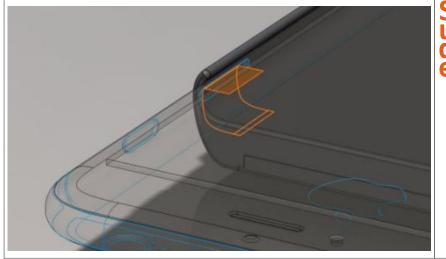
- Expertises techniques (virus, espions, piratages, fraudes, arnaques Internet...) et judiciaires (investigations téléphones, disques durs, e-mails, contentieux, détournements de clientèle...);
- Expertises de systèmes de vote électronique ;
- Formations et conférences en cybercriminalité ;
- Formation de C.I.L. (Correspondants Informatique et Libertés);
- Accompagnement à la mise en conformité CNIL de votre établissement.



Contactez-nous

Original de l'article mis en page : ZATAZ Leakedsource, le site qui met en danger votre vie privée — ZATAZ

Snowden conçoit une coque d'iPhone anti-espionnage - L'Express L'Expansion



Snowden conçoit une coque d'iPhone antiespionnage Cette coque a pour objectif de protéger les données de nos smartphones. Un premier prototype sera rendu public d'ici un an.

Edward Snowden continue son combat contre la surveillance. L'ancien analyste de la NSA et lanceur d'alerte, qui a levé le voile sur les pratiques d'écoute massive à travers le monde, travaille à la réalisation d'une nouvelle coque d'iPhone. Son atout: elle est capable de protéger les données du téléphone qu'elle abrite.

Pour ce projet, Edward Snowden s'est associé au hacker Andrew « Bunnie » Huang. Dans un rapport, les deux hommes précisent que le mode avion est loin d'être efficace contre le piratage. « Croire au mode avion d'un téléphone hacké équivaut à laisser une personne ivre juger de sa capacité à conduire », indiquent-ils.

Contrôler les signaux envoyés à l'iPhone

Le système, encore au stade d'étude, a été présenté à l'occasion d'une conférence le 21 juillet. L'objet est un périphérique sous logiciel libre qui se pose à l'emplacement de la carte SIM. Il permet ensuite de contrôler les signaux électriques envoyés aux antennes internes du téléphone et donc de savoir si le téléphone partage des informations avec des tiers, sans que vous en soyez conscients.



Une alerte est envoyée dès lors qu'une transmission anormale est détectée.

Mashable explique que « lorsque le mode avion est activé et que les connexions réseaux sont supposées être désactivées, une alerte est envoyée dès lors qu'une transmission anormale est détectée ». L'anomalie repérée, le périphérique peut même éteindre le téléphone immédiatement.

Journaliste, activiste et lanceur d'alerte

L'outil, dont le premier prototype devrait être rendu public d'ici un an, a été pensé pour venir en aide aux journalistes, activistes et lanceurs d'alerte « pour détecter quand leurs smartphones sont surveillés et trahissent leurs localisations ».

Le programme d'espionnage américain de la NSA, révélé par Edward Snowden a, permis la collecte de données personnelles de millions de citoyens, ainsi que des institutions et chefs d'Etats étrangers. Ces révélations ont montré que ces collectes dépassaient le cadre de la lutte nécessaire contre le terrorisme ou contre les autres risques géopolitiques.

Article original de l'express



Denis JACOPINI est Expert Informatique assermenté spécialisé en cybercriminalité et en protection des données personnelles.

- Expertises techniques (virus, espions, piratages, fraudes, arnaques Internet...) et judiciaires (investigations téléphones, disques durs, e-mails, contentieux, détournements de clientèle...);
- Expertises de systèmes de vote électronique ;
- Formations et conférences en cybercriminalité ;
- Formation de C.I.L. (Correspondants Informatique et Libertés);
- Accompagnement à la mise en conformité CNIL de votre établissement.

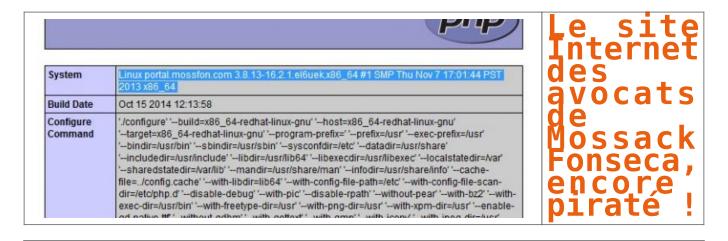


Contactez-nous

Réagissez à cet article

Original de l'article mis en page : Snowden conçoit une coque d'iPhone anti-espionnage — L'Express L'Expansion

Le site Internet des avocats de Mossack Fonseca, encore piraté!



Nous aurions pu penser que l'affaire des fuites de données du Panama Papers et du cabinet d'avocats Mossack Fonseca aurait permis à ces derniers de comprendre ce qu'était la sécurité informatique ! Raté !

Mossack Fonseca, pour rappel, un cabinet d'avocats basé au Panama qui a connu des fuites de données, voilà quelques mois. Des juristes qui cherchent des opportunités économiques aux entreprises, banques, artistes, politiques et sportifs ayant de l'argent à placer… hors de leur juridiction fiscale nationale.

Plusieurs fuites de données avaient été révélées en mars 2016, visant les clients de cette entreprise d'Amérique Centrale. Je vous expliquais comment, en quelques clics de souris et l'ami Google, j'avais pu accéder à plusieurs dizaines de milliers de CV, sauvegardés dans le portail web de « Monseca », comme du vulgaire papier. La presse Internationale, via les Panama Papers avaient diffusé des centaines d'informations sur des « VIP » ayant tenté de cacher à l'administration fiscale l'argent qu'ils possédaient.

Six mois plus tard, nous aurions pu penser que ces « professionnels » avaient pris quelques cours, du moins d'éducation numérique, pour protéger leurs sites Internet. Raté ! D'abord le noyau Linux qui fait tourner leur serveur. Un pirate Russe leur a stipulé, sur Twitter, qu'il datait toujours de 2013. Autant dire qu'il s'est empressé de lancer une petite attaque, histoire de réveiller ses interlocuteurs. Une autre fuite, cette fois avec le fichier phpinfo.php, accessible d'un clic de souris, offrant a qui sait le lire, des données pouvant être exploitées à des fins malveillantes.

A noter que de nouvelles révélations sont annoncées dans cette affaire du Panama Papers. Du blanchiment d'argent et du détournement concernant des hommes d'affaires, en Afrique!

Article original de Damien Bancal



Denis JACOPINI est Expert Informatique assermenté spécialisé en cybercriminalité et en protection des données personnelles.

- Expertises techniques (virus, espions, piratages, fraudes, arnaques Internet...) et judiciaires (investigations téléphones, disques durs, e-mails, contentieux, détournements de clientèle...);
- · Expertises de systèmes de vote électronique ;
- · Formations et conférences en cybercriminalité ;
- Formation de C.I.L. (Correspondants Informatique et Libertés);
- Accompagnement à la mise en conformité CNIL de votre établissement.



Contactez-nous

Réagissez à cet article

Original de l'article mis en page : ZATAZ Fuites de données : le site des avocats de Mossack Fonseca, encore ! — ZATAZ

150 Go de données médicales volées seraient dans la nature!



Un pirate (ou un groupe) aurait mis en ligne 150 Go de données médicales d'un réseau de cliniques d'urologie américain, contenant des données précises sur le suivi de patients. Une tendance de plus en plus répandue outre-Atlantique.

Les données médicales semblent prisées des pirates. Un (groupe de) pirate(s), nommé Pravvy Sector, aurait ainsi mis en ligne 150 Go de données médicales d'un réseau de cliniques d'urologie de l'Ohio, rapportait hier Motherboard. Le contenu trouvé concernerait à la fois les cliniques elles-mêmes (avec des données sur ses ressources humaines) et les patients, avec des indications précises sur leur suivi médical, leur traitement ou encore leurs informations d'assurance.

Motherboard a contacté trois patients présents dans le fichier identifié, dont deux ont pu confirmer que les informations publiées étaient exactes pour eux. L'origine des données, qui semblent bien venir du réseau de cliniques lui-même, n'a pas pu être confirmée. Contactée par le site américain, l'organisation n'a pas encore répondu à ses demandes de commentaires. Bien avant cette publication, Pravvy Sector aurait été en quête de reconnaissance, contactant directement certains médias avec les contenus de « fuites » précédentes. Mais le plus important est la tendance que deviennent les incidents liés aux données médicales. Comme le relève The Verge, 49 intrusions affectant plus de 500 personnes ont été signalées dans le

En juin, une autre fuite présumée concernait 655 000 enregistements médicaux, via plusieurs organismes. Si l'ensemble des données n'a pas pu être authentifié, un échantillon l'avait été à l'époque par Motherboard. Contrairement à la publication de Pravvy Sector, les informations étaient cette fois vendues sur un site spécialisé.

Article original de Guénaël Pépin

secteur médical, depuis le début de l'année.



Denis JACOPINI est Expert Informatique assermenté spécialisé en cybercriminalité et en protection des données personnelles.

- Expertises techniques (virus, espions, piratages, fraudes, arnaques Internet...) et judiciaires (investigations téléphones, disques durs, e-mails, contentieux, détournements de clientèle...);
- Expertises de systèmes de vote électronique ;
- · Formations et conférences en cybercriminalité ;
- Formation de C.I.L. (Correspondants Informatique et Libertés);
- Accompagnement à la mise en conformité CNIL de votre établissement.

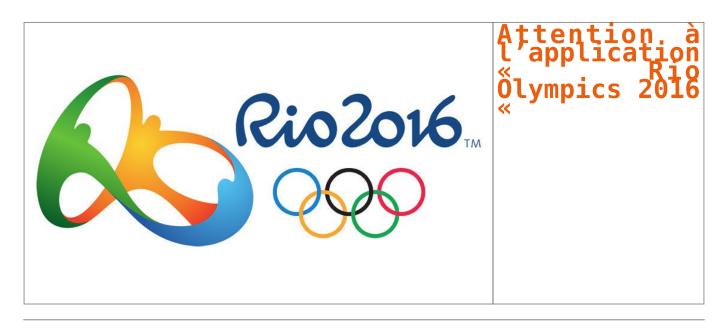


Contactez-nous

Réagissez à cet article

Original de l'article mis en page : États-Unis : 150 Go de données médicales seraient dans la nature

Attention à l'application « Rio Olympics 2016 «



Avec l'approche des jeux Olympiques de Rio, le téléchargement d'applications thématiques va battre son plein. Gare aux applications dangereuses ! Rio Olympics 2016 Keyboard, un clavier publicitaire dangereux !

La société Lookout Mobile Security vient d'alerter ZATAZ de certains problèmes de confidentialité et des enjeux rencontrés par les utilisateurs et les entreprises avec l'application Rio Olympics 2016 Keyboard. Une APP disponible en version iOS et Android.

L'application officielle de l'entreprise américaine NBC Universal Media, Rio 2016 Olympics keyboard est en apparence une simple extension de clavier pour les personnes qui suivent les jeux Olympics. Cependant, il a identifié que cette application était capable de compiler plus d'information qu'initialement prévu par son développeur, exposant ainsi la confidentialité des données des amateurs des JO de RIO et possiblement des entreprises pour lesquelles ils travaillent.

Finalement, l'équipe de recherche a informé NBCUniversal des enjeux de confidentialité identifiés dans les versions Android et iOS de l'application officielle Rio 2016 Keyboard. NBCUniversal a réagi rapidement pour résoudre les problèmes identifiés et s'assurer que les versions disponibles seraient sécurisées avant l'ouverture des Jeux Olympiques d'été de Rio. Si vous avez téléchargé l'application, effacez là. A vous de décider, ensuite, si vous installez la nouvelle version.



Denis JACOPINI est Expert Informatique assermenté spécialisé en cybercriminalité et en protection des données personnelles.

- Expertises techniques (virus, espions, piratages, fraudes, arnaques Internet...) et judiciaires (investigations téléphones, disques durs, e-mails, contentieux, détournements de clientèle...);
- Expertises de systèmes de vote électronique ;
- · Formations et conférences en cybercriminalité ;
- Formation de C.I.L. (Correspondants Informatique et Libertés);
- Accompagnement à la mise en conformité CNIL de votre établissement.



Contactez-nous

Réagissez à cet article

Original de l'article mis en page : ZATAZ L'appli Rio Olympics 2016 Keyboard dangereuse — ZATAZ

Le bitcoin victime d'une faille dans le système ?



Bitfinex, plus grande place d'échange de bitcoins en dollars, suspend son activité après le vol de près de 120 000 bitcoins dans son système. La cryptomonnaie a perdu 5,5 % de sa valeur dans la journée.

La plateforme de change hongkongaise Bitfinex a annoncé mardi dans un communiqué avoir « découvert une faille de sécurité qui l'oblige à geler toute transaction [...] ainsi que tout dépôt et retrait de fonds ». « Je peux confirmer que la perte à la suite du hack est de 119 756 BTC », a déclaré Zane Tackett, CTO du groupe, sur Reddit. Au cours actuel de 540 dollars pour un bitcoin, la valeur des bitcoins qui se sont volatilisés s'élève à environ 65 millions de dollars.



En noir, la valeur d'échange du bitcoin au dollar (échelle de droite). En vert et en rouge, les volumes des transactions (échelle de gauche en milliers de bitcoins).

Le cours du bitcoin a perdu 5,5 % contre le dollar dans la journée de mardi, soit une chute de 13 % en deux jours. La valeur de la cryptomonnaie avait cela dit perdu 6,2 % lundi, sans que le lien avec le hack soit avéré. C'est au total l'équivalent de 1,5 milliard de dollars qui s'est évaporé de la capitalisation marchande du bitcoin cette semaine.

Avant l'incident, Bitfinex était la plus grosse plateforme de change avec le dollar, totalisant 8,5 % de tous les échanges de bitcoins. Elle était néanmoins derrière le chinois OKCoin, dont 90 % du trading s'effectue en yuans.

LES ATTAQUANTS DOIVENT COMPROMETTRE LES DEUX ORGANISATIONS AVANT D'OBTENIR LES FONDS

La plateforme hongkongaise assure sa sécurité avec BitGo, une firme basée à Palo Alto (Californie), via un système de multi-signature. Lors du partenariat, Bitfinex avait déclaré que grâce à un tel procédé, « les attaquants doivent compromettre les deux organisations avant d'obtenir les fonds ». Aujourd'hui, BitGo affirme ne pas avoir découvert de brèches de son côté.

En février 2014 s'était déjà produit **un événement similaire** d'une ampleur bien plus grave. La plateforme tokyoïte Mt.Gox, où s'échangeaient à l'époque 70 % des bitcoins du monde, avait également affirmé avoir été victime de pirates : 744 408 bitcoins, soit 450 millions de dollars selon la valeur du cours au moment de l'incident, avaient été dérobés au système.

Depuis, MtGox a mis la clé sous la porte après de forts soupçons sur son honnêteté, et qui perdurent encore aujourd'hui. En l'espace d'un mois, la cryptomonnaie avait plongé 30 % mais, habituée à une volatilité extrême, elle s'en était vite remise.

Article original de Victoria Castro



Denis JACOPINI est Expert Informatique assermenté spécialisé en cybercriminalité et en protection des données personnelles.

- Expertises techniques (virus, espions, piratages, fraudes, arnaques Internet...) et judiciaires (investigations téléphones, disques durs, e-mails, contentieux, détournements de clientèle...);
- Expertises de systèmes de vote électronique ;
- Formations et conférences en cybercriminalité ;
- Formation de C.I.L. (Correspondants Informatique et Libertés);
- Accompagnement à la mise en conformité CNIL de votre établissement.



Contactez-nous

Réagissez à cet article

Original de l'article mis en page : Le bitcoin dévisse après un piratage à 65 millions de dollars — Business — Numerama

Attention, Cheval de troie dans une Application sur Google Play découverte par Eset





Attention, Cheval de troie dans une Application Sur Google Play découverte par Eset Avant même la sortie sous Android de Prisma, une application populaire de retouche photos, Google Play Store s'était retrouvé inondé de fausses applications.

Les chercheurs d'ESET ont découvert de fausses applications imitant Prisma, dont plusieurs Chevaux de Troie dangereux. Dès l'avertissement d'ESET, le service sécurité de Google Play a retiré toutes les fausses applications du store officiel d'Android. Ces dernières auront tout de même atteint plus d'1,5 millions de téléchargements.

Prisma est un éditeur de photos unique publié par les laboratoires de Prisma. D'abord développé pour iOS, cette application a remporté d'excellents résultats de la part des utilisateurs d'ITunes et de l'App Store d'Apple. Les utilisateurs d'Android étaient à leurs tours impatients de la découvrir sur le Google Play (disponible depuis le 24 juillet 2016).

« La plupart des fausses applications de Prisma disponibles sur Google Play ne disposent pas d'une fonction retouche photo. A l'inverse, elles affichent uniquement des annonces, avertissements ou de faux sondages pour tromper l'utilisateur qui fournit des informations personnelles le concernant ; ou encore pour le faire souscrire à de faux services type SMS onéreux », commente Lukáš Štefanko, Malware Researcher chez ESET.

La plus dangereuse des fausses applications imitant Prisma et trouvée dans le Google Play est un Cheval de Troie téléchargeur détecté par ESET comme Android/TrojanDownloader.Agent.GY. Des informations sur les périphériques sont envoyées au serveur C&C, ce qui lui permet de télécharger sur demande des modules supplémentaires et de les exécuter afin de voler des données sensibles telles que le numéro de téléphone, l'opérateur, le pays, la langue etc.

A cause de ses capacités de téléchargement, la famille des malwares type Android/TrojanDownloader.-Agent.GY pose de sérieux risques pour les plus de 10.000 utilisateurs Android qui ont installé cette application dangereuse avant d'être retiré du Google Play Store.

Pour se protéger, Denis JACOPINI recommande l'application suivante :





Article original de Eset



Denis JACOPINI est Expert Informatique assermenté spécialisé en cybercriminalité et en protection des données personnelles.

- Expertises techniques (virus, espions, piratages, fraudes, arnaques Internet...) et judiciaires (investigations téléphones, disques durs, e-mails, contentieux, détournements de clientèle...);
- Expertises de systèmes de vote électronique ;
- Formations et conférences en cybercriminalité;
- Formation de C.I.L. (Correspondants Informatique et Libertés);
- Accompagnement à la mise en conformité CNIL de votre établissement.



Contactez-nous

Réagissez à cet article

L'ANSSI alerte sur les risques liés à Pokémon Go

L'ANSSI alerte sur les risques liés à Pokémon Go Face au phénomène Pokémon Go, l'ANSSI (Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'information) a publié un bulletin de sécurité sur l'installation et l'usage de cette application.

Devant l'ampleur du phénomène (près de 100 millions de téléchargements), l'application Pokémon Go pose quelques problèmes de sécurité. L'ANSSI (en quelque sorte le Gardien de la sécurité des Systèmes d'Information des Organisme d'Importance Vitale, des Organes et Entreprise de l'état Français selon Denis JACOPINI expert Informatique assermenté spécialisé en cybercriminalité) ne pouvait pas rester sourde à cette question et vient de publier via le CERT-FR un bulletin de sécurité dédié aux « cyber-risques liés à l'installation et l'usage de l'application Pokémon Go ».

Applications malveillantes et collectes de données

Dans ce bulletin, il est rappelé qu'avec le succès, de nombreuses fausses applications se sont créées. Le CERT-FR en a recensé 215 au 15 juillet 2016. Elles sont surtout présentes dans les pays où le jeu n'est pas présent. Il recommande donc de ne pas télécharger cette application sur des sites tiers, et de n'installer que les versions originales disponibles sur Google Play ou l'Apple Store. Nous nous étions fait l'écho de la disponibilité d'APK Pokémon Go pour Android qui contenait des malwares. Le bulletin constate aussi que Niantic a résolu le problème de permission qui exigeait un accès complet au profil Google de l'utilisateur.

Sur les données personnelles, l'ANSSI observe comme beaucoup d'autres organisations que Pokémon Go collecte en permanence de nombreuses données personnelles. Informations d'identité liées à un compte Google, position du joueur par GPS, etc. L'UFC-Que Choisir avait récemment alerté sur cette question de la collecte des données. La semaine dernière la CNIL a publié un document concernant « jeux sur votre smartphone, quand c'est gratuit… » où elle constatait que ce type d'application était très gourmande en données. L'ANSSI préconise la désactivation du mode « réalité augmentée » lors de la phase de capture d'un Pokémon.

BYOD et Pokémon Go, le pouvoir de dire non

L'ANSSI répond sur le lien qu'il peut y avoir entre le BYOD (Bring Your Own Device), c'est-à-dire l'utilisation de son terminal personnel dans un cadre professionnel et Pokémon Go. Le CERT-FR constate qu'il est « tentant d'utiliser un ordiphone professionnel pour augmenter les chances de capturer un Ronflex (un Pokémon rare à trouver) ». Surtout quand la demande émane d'un VIP et qu'il est souvent difficile de refuser. En bien comme Patrick Pailloux (prédécesseur de Guillaume Poupard à la tête de l'ANSSI) l'avait dit en son temps, il faut avoir le pouvoir de dire non à l'installation de ce type d'application dans un environnement professionnel.

Toujours dans le cadre du travail, l'agence déconseille l'usage de l'application dans des lieux où le geo-tagging du joueur pourrait avoir des conséquences (lieu de travail, sites sensibles).

Article original de Jacques Cheminat



Denis JACOPINI est Expert Informatique assermenté spécialisé en cybercriminalité et en protection des données personnelles.

- Expertises techniques (virus, espions, piratages, fraudes, arnaques Internet...) et judiciaires (investigations téléphones, disques durs, e-mails, contentieux, détournements de clientèle...);
- Expertises de systèmes de vote électronique ;
- Formations et conférences en cybercriminalité ;
- Formation de C.I.L. (Correspondants Informatique et Libertés);
- Accompagnement à la mise en conformité CNIL de votre établissement



Contactez-nous

Original de l'article mis en page : L'ANSSI alerte sur les risques liés à Pokémon Go